

Financement des TPE et des PME : une priorité majeure

Une réunion de travail sur le financement des TPE et des PME s'est tenue à Bercy le 20 septembre 2011 avec les représentants des entreprises, des banques, de la Banque de France et de la médiation du crédit. Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME, a demandé aux représentants des banques de faire du financement des TPE et des PME une priorité majeure de leur politique et de se mobiliser pour atteindre l'engagement pris d'un délai de traitement de 15 jours maximum ainsi que le développement de solutions de financement de la trésorerie.

La Banque de France a présenté lors de cette réunion un nouvel indicateur sur le financement des TPE, élaboré avec le concours des banques et qui sera désormais publié trimestriellement. Cet indicateur montre que le crédit aux TPE représente 64 % des crédits aux PME. Gérard Rameix, président de l'Observatoire du financement des entreprises a remis le rapport sur le financement des TPE commandé par les ministres. Ce rapport met en évidence les lacunes de l'information statistique disponible sur ce sujet et constate que la situation financière des TPE s'est globalement améliorée depuis 2009 mais reste variable selon les entreprises dont beaucoup restent très dépendantes du crédit bancaire.

Les deux documents sont disponibles en téléchargement sur :

1- <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-06-stat-info-financement-des-pme-france-trimestriel.pdf>

2- <http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-de-Gerard-RAMEIX-sur-l-acces-au-financement-des-TPE-a-Messieurs-Francois-BAROIN-et-Frederic-LEFFEBVRE>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la Banque de France

Jusqu'au 17 février 2012, les cinq billets 500 F Pierre et Marie Curie, 200 F Gustave Eiffel, 100 F Cézanne, 50 F Saint-Exupéry et 20 F Debussy peuvent être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès des agences de l'IEDOM. Après cette date, plus aucun billet en franc ne sera échangeable.

Agence de financement des collectivités locales

Le 20 septembre 2011, les collectivités locales ont annoncé la création d'une agence de financement afin de sécuriser leurs investissements. L'agence sera constituée en Epic (Etablissement public, industriel et commercial), regroupant les élus des différents niveaux de collectivité, qui pilotera une agence d'investissement local de type société anonyme. Celle-ci empruntera pour le titre des collectivités locales sur les marchés financiers. Les collectivités locales apporteront des fonds à l'Epic sous forme d'un droit d'entrée remboursable. Une proposition de loi sera bientôt déposée au Parlement pour une adoption avant la fin de l'année et un amendement sera inséré dans le projet de loi de finances 2012. L'agence pourrait être opérationnelle en 2012. Elle se conformera aux exigences des réglementations bancaires et aux nouvelles normes de Bâle III et ne fournira que des produits simples et sécurisés. Ce projet avait été validé par la Cour des comptes dans son rapport du mois de juillet 2011 dans lequel elle avait demandé des garanties sur son fonctionnement, notamment ses fonds propres et sa capacité à respecter les règles de Bâle III. Les élus escomptent, au départ, une soixantaine d'adhésion, et estiment que, dans 10 ans, l'agence devrait occuper le quart du marché des prêts aux collectivités locales. Toute collectivité sollicitant des ressources devra afficher une bonne santé financière et un niveau d'endettement acceptable.

La médiation au service des consommateurs

Au cours du colloque qui s'est déroulé le 27 septembre 2011 sous le patronage de Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, réunissant une centaine d'acteurs du service de la médiation, la charte de la médiation de la consommation a été présentée et les participants ont débattu sur des médiations de qualité dans le secteur de la consommation ainsi que sur la généralisation de la médiation de la consommation. Créée dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 2010, portant réforme du crédit à la consommation auprès de l'Institut national de la consommation, la Commission de la médiation a été mise en place en octobre 2010. Elle est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2011, avec pour objectif de résoudre à l'amiable les litiges de consommation. Des procédures sont déjà développées dans les secteurs de la banque, des communications électroniques, de l'énergie ou de la vente à domicile.

Publications

Banque de France

- *Synthèse du colloque international sur la microfinance*, Paul Loridant, Observatoire de la microfinance, Béatrice Raoult-Texier, Direction de la surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière, Luc Jacolin et Julien Moulouquet, Direction des Etudes et des Relations internationales ;
- *Le traitement des billets : l'évolution de la réglementation et du recyclage par le secteur privé en France*, Martine Bodils, Michel Brondel, Direction des Activités financières.

Ces deux articles publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 185 sont disponibles sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/revues/Bulletin-de-la-Banque-de-France/telechar/2011/Bulletin-de-la-Banque-de-France-185.pdf>

- *Référentiel des financements des entreprises*

Ce document est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/institi/services/referentiel-des-financements-des-entreprises/referentiel-des-financements-des-entreprises.htm>

Publications IEDOM

Les rapports annuels 2010 (Edition 2011) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont disponibles, gratuitement, en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr).

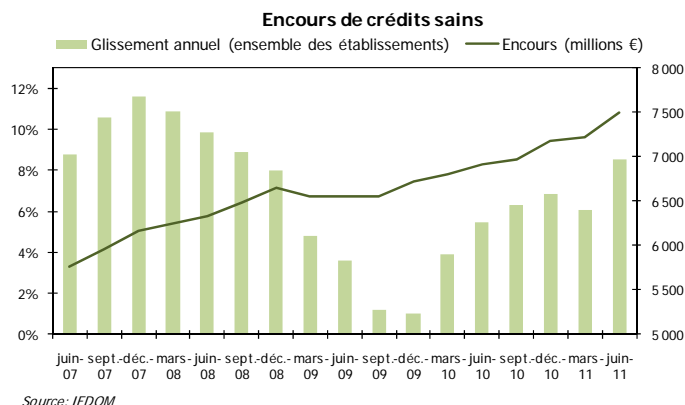
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Accélération de l'encours de crédit à fin juin 2011

A fin juin 2011, en Guadeloupe, le rythme de progression de l'encours sain des crédits s'accélère passant de 6,1 % en mars à 8,5 % (+ 588,8 millions €); l'encours s'établit ainsi à 7,5 milliards €. Il est à noter que cette croissance est liée pour 2 points à l'octroi de crédits immobiliers, à des bailleurs sociaux du département (83 millions €) et à une opération réalisée sur les crédits de court terme au secteur public pour un montant de 57,7 millions €. En excluant ces opérations, l'encours de crédits progresserait de 6,5 % sur un an.

Cette évolution est essentiellement liée à l'encours de crédits des entreprises qui progressent de 7,3 % (+240,9 millions €, contre +2,1 % en mars), pour s'établir à 3,54 milliards €. La croissance relevée à fin juin provient en premier lieu du dynamisme des crédits immobiliers (+9,1 % contre +1,4 % en mars). A l'inverse, la croissance des crédits d'investissement se tasse à fin juin (+7,3 % sur un an, contre +8,2 % en mars). L'encours des crédits d'exploitation affiche une très légère progression en juin (+0,2 %, contre -16,5 % en mars). Les crédits à l'équipement, pour leur part, augmentent de 8,7 % sur un an.

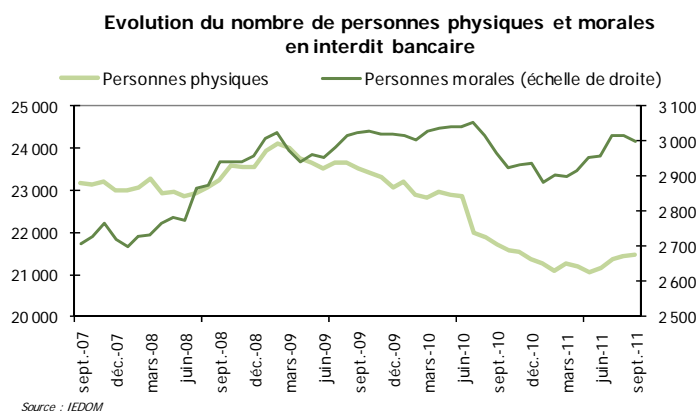
L'encours de crédits aux ménages accuse un ralentissement à fin juin 2011. A 2,8 milliards €, il progresse tout de même de 6,5 % sur un an (+168,6 millions €), contre +8,5 % en mars 2011. Cette perte de vigueur est observée aussi bien sur le financement de la consommation (+5,2 % après +6,4 % en mars) que sur les crédits à l'habitat (+7,1 % après 9,7 % en mars).



Légère dégradation de la vulnérabilité des agents économiques

A fin septembre 2011, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire (21 480) recule de 1,1 % sur un an, mais progresse de 0,2 % sur un mois. Le nombre de retraits de cartes bancaires enregistre une baisse significative (-10,1 % sur un an et -29 % sur un mois). En revanche, le nombre de personnes morales en interdit bancaire (3 000) augmente de 1,2 % par rapport à septembre 2010 (-0,5 % sur un mois).

Au 31 septembre 2011, les incidents de paiement sur effets de commerce, cumulés depuis le début de l'année, affichent une hausse tant en valeur (+7,4 %) qu'en volume (+3,7 %). 38 dossiers ont été déposés à la commission de surendettement au mois de septembre. Depuis janvier 2011, 284 dossiers ont été reçus, soit 58 dossiers de plus (+25,7 %) qu'en 2010 à la même période.



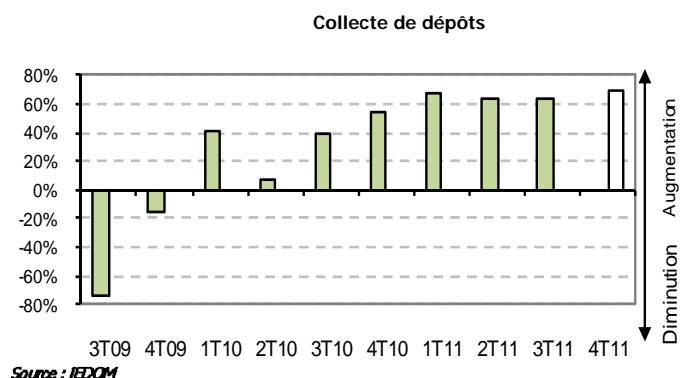
L'activité bancaire et financière reste bien orientée au troisième et quatrième trimestre 2011

Les résultats de l'enquête menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales mettent en évidence une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire et financière au 3ème trimestre 2011.

L'ensemble des soldes d'opinion des dirigeants d'établissement est en effet positif excepté l'environnement économique et le coût du risque.

L'activité de crédit et la collecte des dépôts devraient se maintenir au troisième trimestre. En dépit d'une hausse des charges d'exploitation, le résultat net des établissements de crédit de la place devrait croître à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre 2011, compte tenu des prévisions des dirigeants, le produit net bancaire devrait connaître une réelle progression en lien avec développement des commissions.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

La CGSS dresse un bilan du recouvrement des cotisations à fin août 2011

Selon la CGSS, le taux de cotisations sociales impayées des entreprises du secteur privé atteint 36 % à fin août, en hausse 3,5 points par rapport à l'an dernier. Sur longue période, le taux d'impayés total (incluant les taxations d'office) progresse de façon quasi continue depuis le début de l'année 2009. Les demandes de délais de paiement sont également plus nombreuses (+27 % à fin août). A cette date, la créance totale des entreprises de Guadeloupe dépasse la somme de 917 millions d'euros. Les principaux secteurs en impayés sont la construction (170 millions d'euros) et les activités commerciales (164 millions).

La Guadeloupe à l'honneur sur une pièce de monnaie

La Monnaie de Paris a lancé le 19 septembre une collection de 27 pièces de 10 € en argent mettant à l'honneur les plus célèbres monuments et sites de France. La Guadeloupe fait partie des régions mises à l'honneur. Pour l'illustrer, la Monnaie de Paris a retenu trois emblèmes qui font référence à l'identité de l'île antillaise : la fleur de lys, le soleil et la canne à sucre. Une illustration des contours de l'île permet d'en voir la forme. La mise à disposition de ces pièces, dont le tirage est limité à 50.000 exemplaires, se fera du 5 décembre 2011 au 28 janvier 2012 dans les bureaux de poste.

La SEDG en redressement judiciaire

Les sept magasins dépendant de la Société d'Exploitation et de Distribution des Supermarchés de Guadeloupe (SEDG) du groupe Honoré, exploités sous l'enseigne Super-U ou Unik Market, ont été placés en redressement judiciaire le 9 septembre par décision du tribunal de commerce. Avant leur rachat par la SEDG le 4 janvier 2011, ces sept supermarchés étaient exploités sous l'enseigne Match par le groupe belge SISB, ancien propriétaire des supermarchés Cora, Match, Leader Price et Ecomax aux Antilles-Guyane.

Reconnaissance de l'état de calamité agricole

Suite aux importants dégâts causés par la pluviométrie abondante du début d'année sur la production des agriculteurs et des éleveurs, le préfet de Région a reconnu le 7 septembre par arrêté le caractère de calamité agricole pour les cultures vivrières et maraichères des communes de Morne à l'Eau, le Moule, Sainte-Anne, Sainte-Rose, Saint-François, Lamentin, Deshaies et les Abymes. La perte de cheptel des producteurs installés dans ces mêmes communes a également été prise en compte dans le dispositif d'indemnisation.

La destination Guadeloupe présente aux salons Le Grand pavois et Top Résa

Au mois de septembre, le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) a assuré la promotion du tourisme guadeloupéen par sa présence à deux grands salons. Le salon Top Résa, destiné au professionnel du tourisme et des voyages s'est tenu du 20 au 23 septembre à Paris. Celui du Grand pavois, dédié aux passionnés de la mer et de la navigation, s'est déroulé du 14 au 19 septembre à la Rochelle. Ces événements ont permis de mettre en avant le patrimoine touristique et nautique de l'archipel guadeloupéen et d'être à l'écoute des évolutions du marché.

Elections sénatoriales

Les élections sénatoriales ont eu lieu dimanche 25 septembre. Il s'agissait pour les grands électeurs d'élire, parmi dix-huit candidats, les trois représentants de la Guadeloupe au Sénat. Le sénateur socialiste sortant Jacques Gillot a été réélu dès le premier tour avec 62,5 % des voix. Deux autres socialistes, élus au deuxième tour, l'ont rejoint : le maire de Saint-Louis (Marie-Galante), Jacques Cornano et celui de la commune de Pointe-Noire, Félix Desplan.

Nominations

Alain MORFIN, Directeur Régional de la Caisse d'Epargne, a quitté le département fin août pour une nouvelle affectation au Mali. Son remplaçant sera nommé ultérieurement.

Richard CURNIER est nommé Directeur régional Antilles-Guyane de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC) en remplacement de Philippe LAMBERT, nommé Directeur Midi-Pyrénées.

Alain STASSINET a remplacé Lucien MAUREL au poste de Directeur général de la BCFAG (Banque Française Commerciale Antilles-Guyane).

Paul CARITE prend la suite de Baldomero VALVERDE à la Direction générale de la CRCAMG (Crédit Agricole Mutuel de la Guadeloupe) à compter de début novembre.

ACTUALITE REGIONALE

La coopération entre les parties française et hollandaise de l'île de Saint-Martin se renforce

Une commission mixte tripartite, composée de l'Etat, de la Collectivité et du gouvernement de Sint-Maarten, va se créer à l'initiative du Préfet Jacques Simonet. Elle entend formaliser les relations entre les autorités des deux parties de l'île sur des préoccupations parmi lesquelles figurent la sécurité, l'environnement, l'énergie, le traitement des déchets, la santé, l'éducation et l'immigration. Cette commission mixte tripartite devrait voir le jour avant le 15 décembre 2011.

La carte Caripass, un moyen de circuler librement pour les ressortissants du CARICOM

La mise en place d'une Carte de Voyage (Caripass) au format d'une carte de crédit est désormais effective dans les pays du CARICOM. Elle permet aux résidents légaux du CARICOM de circuler librement entre les états membres sans autres formalités que la présentation de la carte aux lecteurs électroniques permettant l'ouverture automatique des portes frontalières.

Le troisième forum économique Chine-Caraïbe s'est tenu à Trinidad et Tobago

Le troisième forum Chine-Caraïbe a eu lieu le 13 septembre à Trinidad et Tobago. A cette occasion, un accord de coopération économique et technique a été signé entre la Jamaïque et la Chine. La Chine a annoncé par ailleurs 1 milliard de prêts afin de financer des projets d'infrastructures dans la zone. Le commerce entre la Chine et la Caraïbe a atteint 7,2 Milliards USD en 2010 (+24 %).

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Aout 2011	125,5	0,2 % -	2,2 % 2,0 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Août 2011	56 240	0,2 %	7,0 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Juillet 2011	20 224	- -	-43,2 % -48,3 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Cumul annuel Mai 2011	38 187	-1,4 %	-4,3 % -4,4 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Août 2011 Cumul annuel	453 3 763	-	39,0 % -1,5 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Nombre de retraits de cartes bancaires Cumul annuel Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin septembre	Septembre 2011 Septembre 2011 3 928 284	0,2 % -29,0 % - -	-1,1 % -10,1 % -11,6 % 25,7 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € - Nombre Septembre 2011 cumul annuel Septembre 2011 cumul annuel	915 12 845 134 1 153	-54,9 % - 0,0 % -	-1,2 % 7,4 % 19,6 % 3,7 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Cumul annuel Août 2011	213 185 1 395 069	2,9 % -	2,9 % 6,5 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties) Cumul à fin Août 2011	2 139 170 535 089	- -	10,2 % -4,3 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN) Juillet 2011 Cumul annuel	1 485 9 683	-0,8 % -	-4,6 % 3,9 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Cumul annuel Août 2011	17 131 151 745	-9,4 % -	-11,3 % -5,1 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Cumul annuel Juillet 2011	5 367 32 009	-28,1 % -	34,8 % 97,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

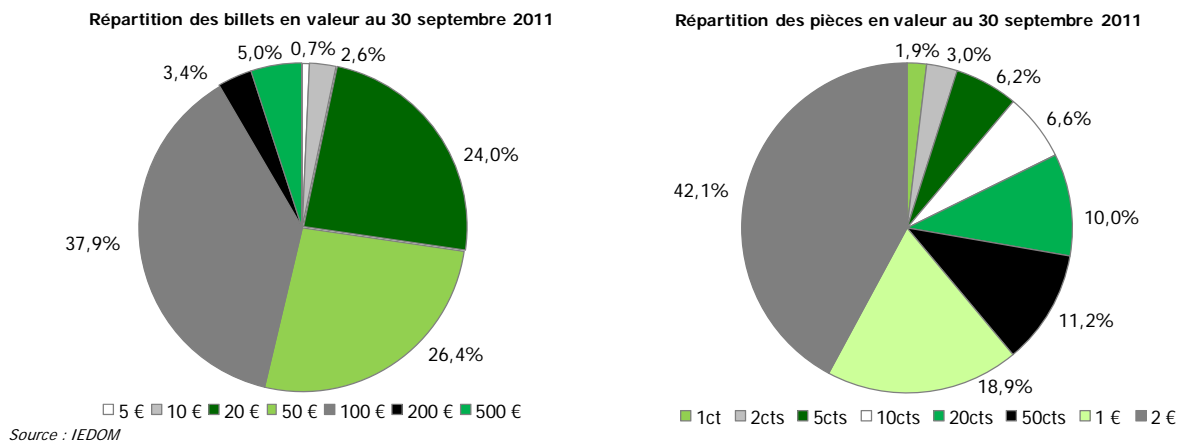
Emission monétaire et fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 30 septembre 2011, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 57,6 millions de billets pour une valeur totale de 2 274,9 M€. Comparativement à l'an dernier, on enregistre une progression de cette émission légèrement moindre (+ 13,0 % sur un an contre + 16,0 % à fin septembre 2010).

Les billets de 20€ représentent 47,5 % du total en volume, alors qu'ils ne représentent que 24,0 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100€ représentent 37,9 % de la valeur totale mais 15,0 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 30 septembre 2011, l'émission nette cumulée de pièces en euro s'élevait à 53,4 millions d'unités pour une valeur de 8,3 M€. Sur un an, on observe une progression de 2,3 %, contre + 4,3 % à fin septembre 2010.

Les pièces de 1 et 2 centimes dont le taux de retour est très faible représentent 52,7 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4,9 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2€ qui ne représentent que 3,3 % du volume total représentent 42,1 % de la valeur totale.



Une activité bancaire et financière au ralenti

Alors que l'indicateur du climat des affaires du département s'inscrit en amélioration pour le quatrième trimestre d'affilée, l'activité des établissements de crédit ne semble pas bénéficier pleinement de cette reprise progressive. L'activité de crédit affiche pour le deuxième trimestre consécutif une croissance fragile (+ 0,6 %, après + 0,7 % au 1er trimestre) alors que l'encours de dépôts stagne après un recul important en début d'année (- 0,3 %, après - 1,5 % au 1er trimestre). Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 2^{ème} trimestre 2011 :

- une collecte soutenue sur l'épargne réglementée, notamment sur les livrets A ;
- une forte décollecte sur les OPCVM monétaires ;
- un rebond sensible sur le segment des crédits d'exploitation des entreprises ;
- une croissance toujours soutenue du financement immobilier des ménages.

Ces éléments sont détaillés dans le dernier Bulletin trimestriel financier et bancaire de la Guyane du 2^{ème} trimestre 2011. Celui-ci, ainsi que l'ensemble des publications de l'IEDOM, est téléchargeable sur notre site internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse etudes@iedom-guyane.fr.

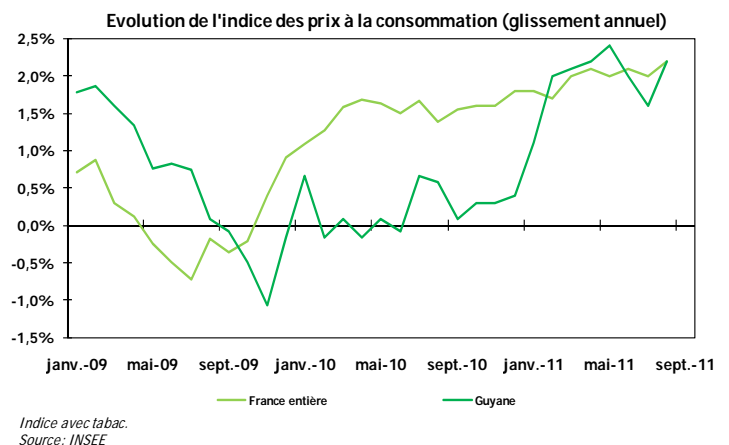
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En août 2011, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,4 % sur le mois, porté notamment par une progression de 1,8 % des prix des transports et communications. Le poste « produits pétroliers » est également marqué par une forte augmentation (+ 2,0 %), sous l'effet de la réévaluation de 4 cts du prix administré de l'essence, et de 2 cts du prix administré du gazole.

Sur un an, l'indice enregistre une hausse plus soutenue qu'au mois précédent (+ 2,2 % en août, contre + 1,6 % en juillet 2011). Une nouvelle fois, cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie (+ 14,1 %). Les prix des services progressent également (+ 1,9 %), entraînés notamment par le poste « loyers et services rattachés » (+ 2,0 %).

L'inflation guyanaise (2,2 %) a dorénavant rattrapé les taux atteints dans le reste de la France : + 1,9 % à la Guadeloupe, + 2,2 % à la Martinique et pour la France entière, + 2,3 % à la Réunion. Les prix des produits pétroliers augmentent significativement dans l'ensemble de la France.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1625 du 30 septembre 2011 fixe, à compter du 1^{er} octobre, le prix de vente au détail des carburants à 1,67 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 4 centimes) et 1,50 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 3 centimes). Selon les services de l'Etat, cette évolution s'explique par deux principaux éléments :

- une hausse du cours du baril de pétrole brut (+ 5,7 % entre août et septembre 2011), en raison notamment des troubles politiques affectant certains pays producteurs de pétrole (Libye) ;
- une hausse du cours du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,429 à 1,388 USD pour 1 € sur le mois).

Le prix de la bouteille de gaz augmente quant à lui de 66 cts, passant de 24,69 € à 25,35 € (+ 2,7 %, soit la hausse la plus importante depuis janvier 2011).

Visite ministérielle

La Ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, était en visite en Guyane du 15 au 17 septembre 2011. Ce déplacement était notamment consacré à deux sujets d'actualité : la découverte de pétrole en Guyane (visite de la plateforme de prospection de Tullow Oil, cf.infra paragraphe « Hydrocarbures »), et la lutte contre l'orpaillage clandestin (rencontre avec les personnels de la gendarmerie impliqués dans l'opération Harpie). Lors de cette visite, d'autres problématiques telles que l'éducation, la continuité territoriale ou encore le désenclavement du territoire ont également été abordées.

Finances publiques

Dans le cadre de sa stratégie régionale de développement, la Région Guyane a adopté une démarche de contractualisation avec les communes guyanaises afin de les soutenir financièrement dans leurs projets de développement. Le 9 septembre 2011, la commune de Matoury signait donc son « contrat territorial » 2011-2013 avec la collectivité régionale, d'un montant de 1,2 M€. La Région concourra ainsi à hauteur de 21 % au financement de différents projets d'aménagement et d'équipement du territoire, parmi lesquels figurent la modernisation et l'extension de l'éclairage public ; la réalisation/réhabilitation d'équipements sportifs ; la rénovation d'infrastructures routières...

Gestion des déchets

Le 28 septembre 2011, l'Assemblée plénière de la Communauté de communes du centre littoral a accordé la délégation de service public pour la construction du futur Centre de stockage des déchets ultimes (CSDU) qui sera implanté sur la commune de Montsinéry-Tonnégrande. Le CSDU ouvrirait fin 2013, après 2 ans de travaux pour un montant de 30 M€. Le centre remplacera la décharge des Maringouins et accueillera les déchets ne pouvant plus être retraités.

Mouvement social

Depuis plus de trois semaines, un conflit social perturbe l'activité d'un magasin d'ameublement de la zone industrielle de Matoury. Les points de désaccord entre les salariés et la direction concernent principalement l'augmentation de 100 € net demandée par les salariés, et la convention collective, appliquée à tort selon la direction. Les négociations entre le syndicat majoritaire et la direction semblent enlisées, malgré les propositions de la direction quant à l'ajout d'une part variable en fonction des ventes.

Hydrocarbures

Le 9 septembre 2011, le consortium pétrolier composé de Tullow Oil, Total et Shell a annoncé avoir identifié une réserve d'hydrocarbures au large de la Guyane (150km environ au nord de Cayenne). Cette découverte « historique » a été réalisée sur le puits Zaedyus, à près de 5 700m au-dessous du niveau de la mer. Elle fait suite à un forage d'exploration qui avait démarré en mars 2011 et avait été plusieurs fois interrompu par mesure de précaution. Ce forage devrait se poursuivre jusqu'à fin 2011 sous la conduite de Tullow Oil. Les opérations seront ensuite reprises en main par Shell. Plusieurs autres forages de recherche, sur le même site ou ailleurs sur les eaux guyanaises, devraient être menés afin de confirmer l'existence de réservoirs exploitables et donc, rentables (la troisième demande de renouvellement du permis de recherche est en cours d'instruction). Si tel s'avère être le cas, une exploitation pourrait être effective d'ici quelques années. La nouvelle a déclenché l'enthousiasme de nombreux observateurs, financiers et géologues : cette découverte pourrait être le premier pas vers l'exploitation d'un nouveau bassin pétrolier (comprenant le Suriname), « miroir » du champ pétrolier Jubilee découvert au Ghana il y a quelques années par Tullow Oil.

Les pouvoirs publics et les institutionnels guyanais et nationaux ont exprimé deux principales préoccupations face à cet « emballement ». D'une part, la Guyane espère des retombées économiques de cette exploitation sur sa façade maritime, si elle se confirme : des retombées fiscales (mise en place d'un dispositif fiscal, au bénéfice des collectivités locales de préférence) ; des retombées en termes d'emplois et de développement économique (formation des guyanais, approvisionnement de la plateforme depuis la Guyane...).

D'autre part, la protection de l'environnement devra être au cœur de tout projet d'exploration ou d'exploitation, alors que la Guyane abrite un écosystème très riche mais fragile.

Secteur spatial

Le 21 septembre 2011, lors de son 60^{ème} lancement, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : ARABSAT-5C pour l'opérateur ARABSAT et SES-2 pour l'opérateur SES. Le lancement avait déjà été reporté plusieurs fois depuis début septembre. Le dernier report est intervenu le 20 septembre en raison d'un mouvement de grève déclenché au sein de plusieurs sociétés prestataires de la base spatiale, dont une fournissant des moyens de mesure (radars, météo). Un accord entre la direction et les salariés a été trouvé dans la matinée du 21 septembre. A noter que pour la première fois, une femme guyanaise, Aimée Cippe, occupait le poste de Directeur des Opérations lors de ce lancement.

Le prochain tir, prévu le 20 octobre 2011, sera le premier lancement de Soyouz à partir de la base spatiale guyanaise.

ACTUALITES REGIONALES

Coopération France-Brésil

Une délégation de sénateurs membres du groupe interparlementaire Amitié France-Brésil, a fait escale en Guyane, ainsi qu'à Oiapoque et Macapá. Composée entre autres de M. Antoinette, Sénateur-Maire de Kourou, et M. Patient, Sénateur-Maire de Mana, la délégation a notamment évoqué les problématiques liées à l'orpaillage clandestin en Guyane dont principalement la présence de plusieurs milliers de brésiliens entrés illégalement sur le territoire guyanais. Elle a également souligné l'importance de la coopération décentralisée entre la Guyane et ses voisins amapéen et surinamien. D'autres thèmes, tels que la coopération scientifique et technologique, la pêche ou encore les infrastructures de transport, ont été abordés.

Economie brésilienne

Au mois d'août 2011, l'inflation brésilienne continue sa progression ininterrompue depuis un an, et s'établit à 7,2 % (glissement annuel de l'Indice des prix à la consommation). Le poste « Nourriture et boissons » notamment progresse de 10,4 %. Le taux d'inflation est donc bien supérieur au taux-cible fixé par la Banque centrale brésilienne (4,5 %). Le gouvernement estime cependant dans son étude « L'économie brésilienne en perspective » (mai-juillet 2011) que la Banque centrale possède encore une marge de manœuvre pour conduire une politique monétaire expansionniste (baisse des taux d'intérêt) en cas de récession de l'économie mondiale. Le Trésor brésilien prévoit d'ailleurs une décélération de l'inflation dans les prochains mois, avec une prévision établie à 5,8 % à fin 2011.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	août-11	124,4	0,4%	2,2%	Insee
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	août-11	17 308	0,8%	8,8%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	août-11	7 144	2,1%	7,5%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	août-11	15 781	0,6%	ns.	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	août-11	7,8 M€	0,3%	ns.	Caf
				Cumul	53,2 M€		ns.	
	CONSUMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	sept-11	9,5 M€	3,3%	6,8%	Douanes
		↓	Importations de biens de consommation (BC) *	juil-11	15,3 M€	-6,4%	35,3%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	août-11	379	3,6%	-2,6%	Somafi
				Cumul	2 815		6,5%	
INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) *	juil-11	32,0 M€	-12,4%	5,0%	Douanes	
	↑	Ventes de véhicules utilitaires	août-11	92	16,6%	5,7%	Somafi	
			Cumul	727		2,7%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations *	juil-11	12,1 M€	-25,6%	-48,9%	Douanes	
	↓	Importations *	juil-11	106,8 M€	-14,5%	30,4%	Douanes	
			Cumul	770,3 M€		29,1%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à sept. 2011	5 tirs Ariane 5		3 tirs à sept. 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à sept. 2011	8 satellites + 1 ATV		6 satellites à sept. 2010	
	BTP	↑	Ventes de ciment	août-11	7 757 tonnes	10,3%	1,7%	Ciments guyanais
				Cumul	55 503 tonnes		16,0%	
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume *	juil-11	850 kgs	-10,8%	66,9%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur *	juil-11	2,8 M€	-6,4%	100,3%	Douanes
		↓	Grumes sorties de forêt (données non consolidées)	août-11	4 958 m3	-20,5%	-39,6%	ONF
				Cumul	25 001 m3		-29,1%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes *	juil-11	86,5 tonnes	9,8%	29,3%	Douanes
		↑	Exportations de poissons *	juil-11	226,0 tonnes	40,0%	0,4%	Douanes
		Exportations de riz * (2)	juil-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes	
			Cumul	3 209,2 tonnes		8,9%		
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	juin-11	36 366	1,3%	11,8%	CCIRG	
	↓	Nombre de nuitées	juil-11	26 000	-3,2%	-12,4%	Insee	
			Cumul	189 000		1,1%		

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS compte tenu du trop grand nombre de points atypiques

* Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

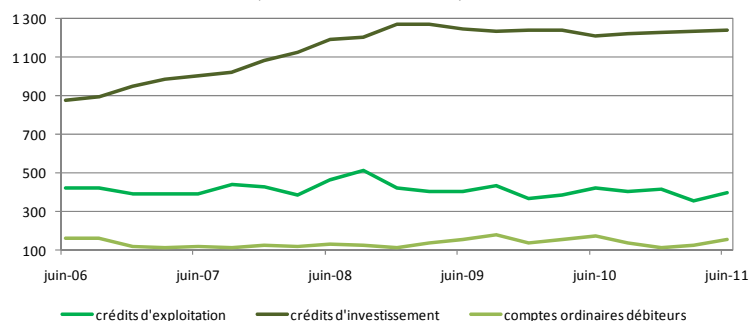
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Passifs des entreprises au 30 juin 2011 : croissance des encours

Au 30 juin 2011, l'encours sain des **crédits aux entreprises** (2,7 milliards d'euros) se redresse (+ 1,9 % sur le trimestre et + 0,3 % sur l'année) et retrouve son niveau de décembre 2010.

L'ensemble des catégories d'encours a participé à l'amélioration de la situation. L'essentiel de la croissance est cependant porté par les **crédits d'exploitation** (+ 40 millions d'euros après une baisse de 60 millions d'euros au premier trimestre). Pour leur part, les crédits d'investissement (+ 6 millions d'euros) poursuivent leur progression à un rythme régulier, tandis que celle des crédits immobiliers (+ 4 millions d'euros) se stabilise sur le trimestre.

Evolution des passifs des entreprises par nature
(en millions d'euros)

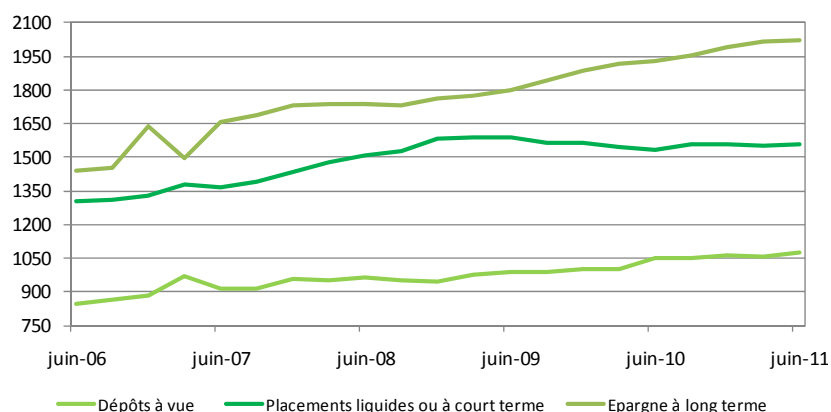


Source : Surfi - Iedom

Actifs des ménages au deuxième trimestre 2011 : progression modérée soutenue par les dépôts à vue

Au 30 juin 2011, l'encours des **actifs des ménages** qui concentre 76 % des avoirs dans le département, s'accroît de 0,8 % sur le trimestre à 4,6 milliards d'euros. Cette évolution profite davantage aux **dépôts à vue** (+ 2,2 % à 1,1 milliard d'euros) qu'aux placements liquides ou à court terme (+ 0,3 % à 1,5 milliard d'euros) et qu'à l'épargne à long terme (+0,4% à 2,0 milliards d'euros). Principale composante des placements liquides ou à court terme, les comptes d'épargne à régime spécial ne progressent que de 0,5 % sur le trimestre. L'épargne à long terme perd également de son dynamisme au cours du trimestre (+ 0,4 %), l'assurance-vie marquant le pas (+ 0,2 % à 1,1 milliard d'euros). En glissement annuel, toutefois, les actifs des ménages progressent de 3,2 %.

Evolution des différents placements des ménages
(en millions d'euros)



Source : Surfi - Iedom

Nominations :

Loïc LAURENT succède à Alain MORFIN comme Directeur de la Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) - région Martinique.

Suite au départ de Gérard HILAIRE, Claude VAUCHOT, actuellement en poste à la DDFIP du Pas de Calais, a été nommé Directeur Régional des Finances Publiques de Martinique. La date de sa prise de fonction sera précisée ultérieurement. La gestion intérimaire de la DRFIP de Martinique a été confiée à Jean-Michel JOUFFRET depuis le 1^{er} octobre 2011.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : +2,2 % à fin août 2011

A fin août 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique augmente de 0,2 % sur un mois, portant l'inflation annuelle à 2,2 %. Cette nouvelle progression résulte de la hausse des prix de l'énergie (+13,5 % sur un an) et dans une moindre mesure de la progression des prix des produits manufacturés (+1,9 %). Parallèlement, les prix des services évoluent faiblement (+0,9 %) et les prix sont stables dans l'alimentation en raison de la baisse de ceux des produits frais (-4,6 %).

A titre de comparaison, l'inflation atteint 2,3 % à la Réunion, 2,2 % en Guyane et en Métropole et 1,9 % en Guadeloupe.

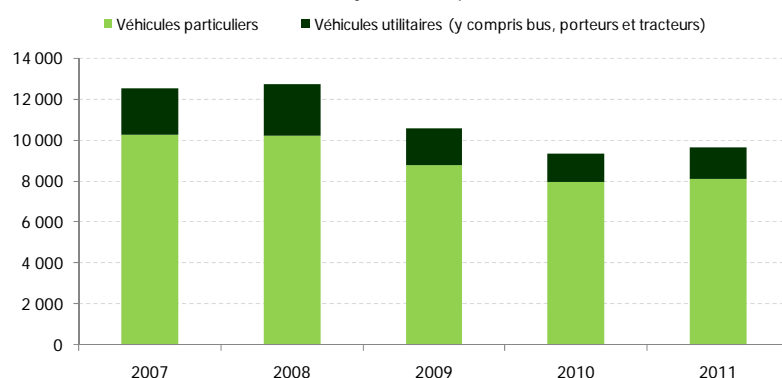
Marché automobile : meilleure orientation des ventes sur un an

A fin septembre 2011, 9 624 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département depuis le début de l'année, contre 9 352 à fin septembre 2010, soit une augmentation de 2,9 % sur un an. Cette évolution tient essentiellement à la progression des ventes de véhicules utilitaires (+9,5 % sur un an), alors que les ventes de véhicules de tourisme progressent modestement (+1,7 % sur un an).

Cette légère reprise est favorable aux marques françaises (+9,6 % sur un an), bien que les marques étrangères continuent de dominer le marché (avec 58,3 % des parts de marché). De même, les modèles « diesel » restent prédominants (60,3 % des véhicules neufs), en dépit du repli des ventes sur un an (-1,1 %).

Immatriculations de véhicules neufs

cumul de janvier à septembre



Source: Association Auxiliaire de l'Automobile (AAA)

ACTUALITE REGIONALE

Résultats des élections sénatoriales de septembre 2011

Lors des élections sénatoriales du 25 septembre 2011, les grands électeurs, au nombre total de 846, ont élu Maurice ANTISTE (Mouvement populaire franciscain, MPF), actuel maire du François et conseiller régional, et Serge LARCHER (Parti Progressiste martiniquais, PPM), sénateur sortant. Les deux candidats représentent le groupe « Ensemble pour un Martinique nouvelle ».

Prix des produits pétroliers

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers au 1^{er} octobre 2011, conformément au décret du 8 novembre 2010, le prix du super sans plomb a été fixé à 1,50 euro le litre (+4 cts par rapport à septembre) et celui du gasoil à 1,23 euro le litre (+ 3 cts). Le prix de la bouteille de gaz progresse à 24,58 euros (+ 63 cts).

Visite de Marie-Luce PENCHARD

La Ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce PENCHARD, était en Martinique pour une visite de 24 heures, le 27 septembre. Au cours de son déplacement, la Ministre a présidé le comité de suivi des mesures arrêtées par le Conseil interministériel de l'Outre-mer (CIOM) en novembre 2009. Ce comité de suivi devrait permettre d'aboutir à un plan d'action gouvernemental à définir lors d'un Conseil des ministres exceptionnel dédié à l'Outre-mer qui doit se tenir en octobre. Elle a par ailleurs visité les installations portuaires dans le cadre du projet d'extension du terminal. Elle a fait part du soutien du Gouvernement au projet porté par la Martinique, mais également à celui présenté par la Guadeloupe. Elle a précisé que l'Etat ne serait pas décisionnaire sur ce sujet et que les sommes à investir devront être supportées par des partenaires économiques et sociaux.

Présentation de la conjoncture à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCIM)

A l'initiative du Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCIM), Manuel BAUDOIN, une nouvelle rencontre avec la presse a été organisée le lundi 3 octobre 2011, sur le thème de la conjoncture économique du Département. Le Directeur de l'IEDOM Martinique, Philippe LA COGNATA a effectué une présentation de la conjoncture au 30 juin, complétée par l'intervention de plusieurs professionnels : Alain MOUNOUCY, Directeur général de la SIMAR pour le secteur du logement social, Olivier DESPOINTES pour le secteur du BTP et Patrick DUCHEL, pour le secteur du tourisme.

Le Président de la CCIM a ensuite présenté les grands projets de la CCIM, au premier rang desquels figure l'extension du terminal portuaire, rappelant la visite de la Ministre de l'Outre-mer. Manuel BAUDOIN a également annoncé le lancement d'une étude sur le financement de l'économie.

Création d'un Fonds d'investissement de proximité dans les DOM (FIP-DOM)

La commission mixte paritaire réunissant l'Assemblée Nationale et le Sénat, le 29 juin 2011, a adopté un amendement instaurant un fonds d'investissement de proximité réservé aux particuliers domiciliés fiscalement Outre-mer. Les contribuables domiciliés fiscalement en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, pourront bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % de leur souscription en numéraire au FIP DOM. La réduction d'impôt sera plafonnée à 12 000 euros par an pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et à 24 000 euros pour les contribuables mariés soumis à l'imposition commune. Ce fonds doit inciter les épargnants ultramarins à investir au bénéfice des entreprises locales. Le dispositif doit permettre de renforcer les fonds propres des PME Outre-mer.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2011	126,8	+0,2 %	+2,2 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2011	41 960	+2,4 %	+3,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. active : 165 370)	- août 2011	25,4 %		+0,8 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- août 2011	20 097	-0,5 %	-3,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2011	37 783	+3,7 % *	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- juillet 2011	243,6	+17,8 %	+18,0 %
	Exportations (en M€)	- juillet 2011	40,4	41,3 %	+43,8 %
	Taux de couverture mensuel:		16,3 %	-	+3 points
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	44,4	+3,9 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	332,0		+4,1%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- juillet 2011	17 844	+0,5 %	-2,6 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juillet 2011	5 221	-	-10,8 %

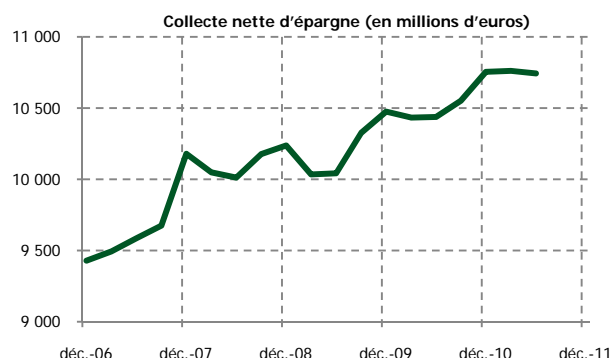
* variation trimestrielle

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- août 2011	182 673	+5,0 %	+1,8 %
		- cumul annuel	1 159 262		+4,1 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2011	0	ns	nd
		- cumul annuel	19 614	-	-65,6 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2011	15 675	-6,9 %	+3,3 %
		- cumul annuel	135 399		+1,4 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2011	1 162	+59,4 %	+9,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2011	178	+32,8 %	-11,9 %
	Cumul annuel (VPN + VUN) (hors bus, porteurs et tracteurs)		9 624	-	+2,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Activité du système bancaire contrastée au deuxième trimestre 2011

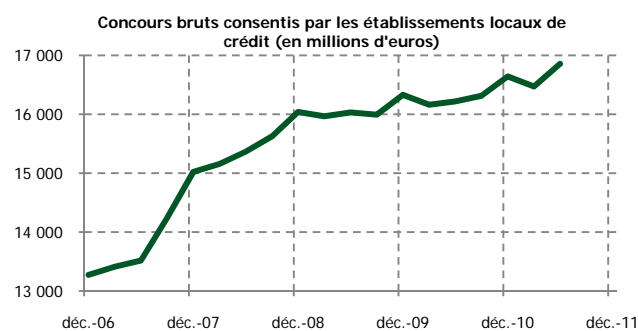


Source : Iedom

a

Parallèlement, les crédits consentis à la clientèle par les établissements de crédit installés localement ont progressé de 2,3 %, après un premier trimestre mal orienté (-1,0 %). Ce rebond s'explique d'abord par l'augmentation de 2,6 % des crédits aux entreprises, après plusieurs trimestres de stagnation. Les crédits d'exploitation ont notamment fortement progressé (+16,7 %), après quatre trimestres de baisse consécutive. Parallèlement, les concours consentis aux ménages ont reculé de 0,3 %. Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au deuxième trimestre 2011 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

L'activité du système bancaire ressort contrastée au second trimestre 2011. La collecte de ressources a légèrement diminué (-0,2 % par rapport au premier trimestre 2011), après une faible progression au trimestre précédent (+0,1 %). Cette baisse provient d'un recul de 0,8 % des dépôts à vue sur le trimestre, qui touche uniquement la clientèle des entreprises (-5,7 %), et d'une contraction de 16,3 % des OPCVM monétaires. A l'inverse, les placements en actions et sous forme d'OPCVM non monétaires ont enregistré les plus fortes progressions : respectivement +12,0 % et +7,7 %. L'épargne totale collectée par le système bancaire local s'établit ainsi à 10,7 milliards d'euros à fin juin 2011.



Source : Iedom

BREVES ECONOMIQUES

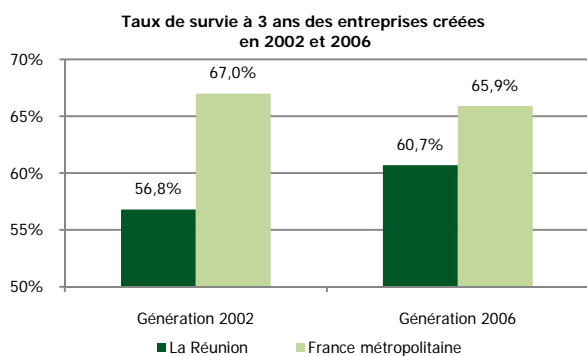
LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	Août 2011	128,2	+ 0,1 %
			124,0	+ 0,5 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Août 2011	23 860	+ 10,5 %
	En cumul (milliers d'euros)		186 253	-
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)		2 698,2	-
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	Juillet 2011	162,1	-
	Taux de couverture		6,0 %	- 0,5 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Août 2011	119 400	- 0,1 %
				+ 8,1 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Août 2011	205 845	- 9,3 %
	Cumul 2011	cumul Août	1 449 690	-
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Juillet 2011	58 400	n.s.
	Cumul 2011	cumul Juillet	448 500	-
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Juillet 2011	132	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Juillet	9 788	-
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Juillet 2011	1,1	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Juillet	147,4	-
	Effectifs salariés du BTP	Août 2011	17 642	+ 1,2 %
				+ 2,6 %

La pérennité des entreprises se maintient malgré la crise



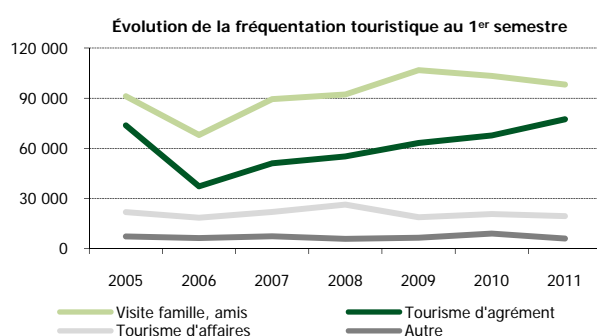
Source : Insee : enquête SINE

juridique. Le taux de pérennité est ainsi plus élevé parmi les sociétés que dans les entreprises individuelles. La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

L'enquête Sine (Système d'information sur les nouvelles entreprises) permet à l'Insee de suivre des panels de nouvelles entreprises pour en étudier la pérennité dans le temps. Parmi les entreprises créées en 2006, six sur dix sont toujours actives en 2009. Ce taux de pérennité à 3 ans a progressé de près de 4 points depuis 2002, où il s'élevait à 56,8 %. En France métropolitaine, le taux de pérennité des entreprises créées en 2006 est supérieur (65,9 %), mais l'écart se réduit.

Le montant de l'investissement initial est un déterminant important de la pérennité d'une entreprise, à La Réunion comme au niveau national : plus il est élevé, plus les capacités de survie augmentent. Elle varie également selon la catégorie

Le tourisme d'agrément en hausse au premier semestre 2011



Source : IRT, Insee : enquêtes flux touristiques

Le tourisme d'agrément continue à progresser au premier semestre 2011. Le nombre de personnes venues principalement pour visiter l'île a augmenté de 14,3 % par rapport au premier semestre 2010. Depuis 2006 et la crise sanitaire liée au chikungunya, le nombre de touristes d'agrément n'a cessé de croître (+ 15,7 % en moyenne par an). Il dépasse même le niveau atteint en 2005. Cet accroissement a particulièrement profité aux hôtels classés, dont la fréquentation a augmenté de 14,6 %.

Parallèlement, le tourisme affinitaire a reculé de 5 % et a confirmé la baisse initiée au second semestre 2010 (- 18,4 % en glissement annuel). Au total, La Réunion a accueilli 210 000 touristes, soit + 0,1 % par rapport au premier

semestre 2011. Leurs dépenses se sont accrues de 6 %, notamment en raison de l'augmentation des dépenses de loisirs et d'achats de cadeaux (respectivement + 18 % et + 9 %). La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

A fin août 2011, le marché de l'emploi reste mal orienté, en dépit de la légère baisse de 0,1 %, en données CVS, du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), par rapport à juillet 2011. En incluant ceux qui ont exercé une activité réduite durant le mois, c'est-à-dire les demandeurs de catégories B et C, leur nombre a progressé de 0,6 % (CVS) sur un mois (+ 8,4 % sur un an). Cette progression s'explique par une croissance des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+ 2,3 %). En effet, le nombre de demandeurs de longue durée continue de croître à rythme soutenu. Sur un an, on compte 11 880 personnes supplémentaires dans ce cas, soit une hausse de 20,9 %. Ainsi, à fin août, un peu plus de la moitié des demandeurs en catégorie A, B et C est inscrit à Pôle Emploi depuis plus d'un an. En métropole, ils représentent 38,9 % de cet ensemble de demandeurs.

Création d'un cluster maritime réunionnais

Le 23 septembre 2011 s'est tenue la première assemblée constitutive du cluster maritime de La Réunion, déclinaison locale du cluster maritime français créé en 2006. Ce réseau vise à coordonner les actions des différents acteurs de la mer dans la zone (pêcheurs, aquaculteurs, transporteurs, chercheurs, etc.). Le cluster a pour objectif de promouvoir l'économie maritime française au travers de plusieurs thématiques telles que la recherche et l'innovation, la protection et l'aménagement de l'espace littoral, la biodiversité marine, les transports, le tourisme, etc. Sa présidence a été confiée à Maurice Cérésola (Président de l'ADIR).

La mise en place de ce cluster maritime fait partie du projet de politique maritime globale mené par l'État autour du « Livre Bleu de la mer Sud Océan Indien », qui s'articule autour de quatre axes : la gouvernance politique, la préservation des milieux marins, leur mise en valeur sur le plan économique et la sûreté maritime.

Rapport sur la gestion du logement social à La Réunion

Le rapport de la mission d'audit sur la gestion du logement social à La Réunion propose un certain nombre de recommandations afin de faciliter la gestion des crédits associés, d'assurer un meilleur suivi des opérations retenues et par là d'améliorer l'efficacité de l'aide publique en faveur du logement social. Le rapport est disponible en ligne à cette adresse : http://portail.documentation.equipement.gouv.fr/documents/cgedd/007491-01_rapport.pdf.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires se dégrade

L'amélioration de la conjoncture ressentie au premier trimestre ne s'est pas poursuivie sur la période. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est sensiblement dégradé au deuxième trimestre (-11 points) et passe à nouveau sous sa moyenne de long terme. Il reste toutefois supérieur aux niveaux observés sur la période fin 2008-mi 2010.

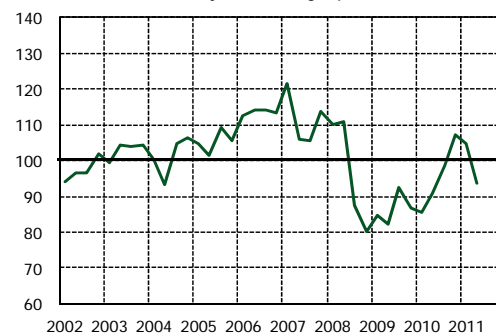
Le climat social est tendu à Mayotte : revendications salariales, mouvements contre la cherté de la vie, etc. Par ailleurs, les entrepreneurs doivent faire face aux contraintes en lien avec les mises aux normes qu'impose l'alignement sur le droit commun. L'activité semble se maintenir en dépit des difficultés de trésorerie -liées à des retards de paiement généralisés- conduisant les chefs d'entreprises à faire des arbitrages sur les effectifs. Les perspectives d'investissement sont en baisse et la consommation des ménages se tasse.

Dans un contexte marqué par des difficultés financières des collectivités locales, les grands chantiers sont suspendus. La commande publique étant l'un des moteurs principaux de l'activité économique mahoraise, le secteur privé, souvent tributaire des collectivités, ne peut prendre à lui seul le relais de la croissance. Les difficultés observées au cours des précédents trimestres dans le secteur du BTP se manifestent désormais dans les secteurs du commerce et des services, jusqu'alors préservés. La perspective d'une véritable reprise à court terme est peu probable.

Les émissions nettes

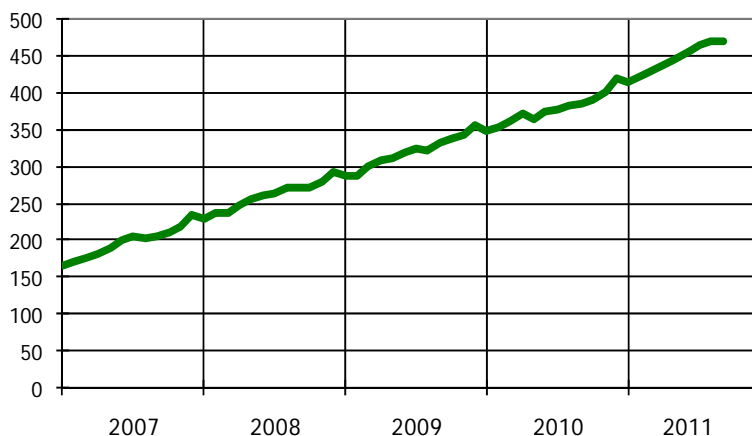
Au 30 septembre, les émissions nettes de billets s'étoffent de 1,9 million d'euros sur le mois (soit +0,4 % contre +1,2 % le mois précédent) et atteignent 470,6 millions d'euros. En revanche, après sept mois de croissance régulière, les émissions nettes de billets en nombre s'inscrivent en retrait : -0,6 %, après +1 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte avoisine 8,8 millions au 30 septembre 2011, dont plus de 73 % sont des coupures de 50 €. L'accroissement de la masse monétaire théorique (en valeur), associé à une diminution du nombre de billets en circulation, renchérit la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île : celle-ci gagne plus de 50 centimes sur le mois, à 53,5 €.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



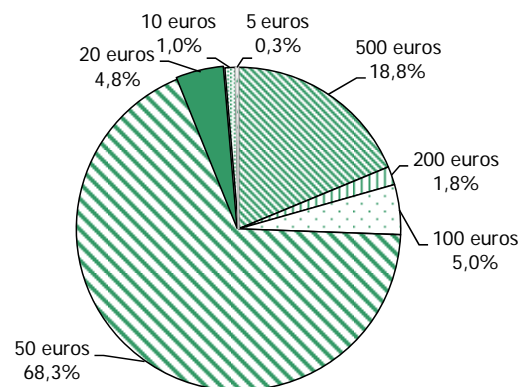
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Emissions nettes cumulées de billet au 30 septembre 2011



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 30 septembre 2011



Source : IEDOM

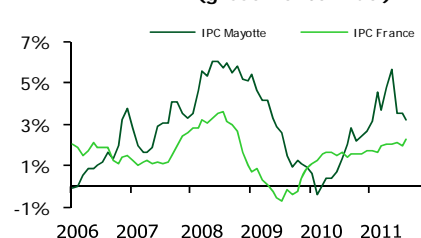
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Inflation : -0,1% à fin août 2011

En août 2011, l'indice des prix à la consommation à Mayotte atteint 114,7 enregistrant une baisse de 0,1 % sur un mois. Cette évolution s'explique par un recul des prix des produits alimentaires, compensé toutefois par un léger renchérissement des services aux ménages. Le taux d'inflation annuel s'établit à +3,2 % contre +2 % à fin août 2010.

Cette progression tient essentiellement au relèvement, sur un an, des prix de l'énergie (+6,5 %), des produits alimentaires et boissons (+3,7 %), des services aux ménages (+6,2 %), et des transports et communications (+11,2 %). Enfin, les prix des produits manufacturés affichent une baisse de 1 % sur un an.

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel)



Source : INSEE
Base 100: année 2006

Social

Mayotte vit, depuis plusieurs jours, un grave conflit social lié à la cherté de la vie. Après un premier mouvement social le 20 septembre, des manifestations se déroulent quotidiennement depuis le 27 septembre, avec pour objectif principal une diminution des prix des produits de première nécessité dans l'alimentaire et la construction. De nombreuses routes se trouvent ainsi bloquées. Les entreprises, les commerces et les banques sont contraints de fermer leurs portes. Cette situation entraîne un fort ralentissement de l'activité économique.

Economie

Le secteur de la pêche vient de s'équiper d'un bateau de pêche type long liner d'une valeur de 385 000 euros. Cette acquisition a été financée via le contrat de projet 2008-2014 à hauteur de 42 % par l'Etat et 38 % par le conseil général, les 20 % restants étant à la charge de l'acquéreur.

Politique

Deux nouveaux sénateurs ont été élus à Mayotte : Mohamed Soilihi THANI (Divers gauche) et Soilihi ABDOURAHAMANE (UMP).

Aménagement du territoire

Le Sea line d'eau potable reliant Grande-Terre à Petite-Terre a été inauguré le 23 septembre. D'un coût de 6 millions d'euros, à la charge de l'Etat, ce projet garantit un meilleur approvisionnement de Petite-Terre en eau potable et limite la consommation de l'usine de dessalement.

La première retenue collinaire agricole a été inaugurée le 23 septembre dans la localité de Djalimou, située au Sud de l'île. Son coût (900 000 euros) a été supporté par l'Etat et la collectivité. Cet outil de travail, accueilli avec satisfaction par les agriculteurs, devrait être un élément moteur du développement agricole de l'île.

Energie

Les prestations annexes fournies par EDM ont progressé de 1,9 % au 1^{er} septembre. Elles concernent les demandes de nouvel abonnement ou d'augmentation de puissance. Les déplacements pour coupure d'électricité associés aux impayés sont désormais facturés 41,06 euros par abonné.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	août-11	114,7	-0,1%	3,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	juin-11	5 523	-	-46,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-11	31 301	10,1%	10,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées juin-11	172 127	22,2%	4,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-11	1 134	4,0%	-22,6%
		cumulées juin-11	4 637	32,4%	8,2%
	Taux de couverture	mensuels juin-11	3,62%	-0,21 pt	-1,53 pt
	cumulés juin-11	2,69%	0,21 pt	0,09 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels août-11	428	-36,3%	-31,1%
		cumulés août-11	3 732	-	-5,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels août-11	34 443	-13,5%	3,2%
		cumulés août-11	200 252	-	4,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels août-11	38,6	-32,0%	7,6%
	cumulés août-11	874,4	-	n.d	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles juin-11	12 493	495,9%	n,d
	cumulées juin-11	40 776	-	3,5%	
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	juin-11	37 552	0,2%	4,0%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles juin-11	19 616	-8,0%	-3,8%
		cumulées juin-11	121 161	-	0,4%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle juin-11	8 446	-12,2%	-9,9%
	cumulée juin-11	55 108	-	-4,4%	
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :				
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels sept.-11	94	38,2%	10,6%
		cumulés sept.-11	729	-	14,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels sept.-11	8	-70,4%	-65,2%
		cumulés sept.-11	142	-	-8,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuels juin-11	6,5	30,0%	18,3%
		cumulés juin-11	28,1	-	8,3%
	- en milliers euros	mensuelles juin-11	39,0	30,0%	6,0%
		cumulées juin-11	174,1	-	1,5%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En août 2011, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré deux incidents de paiement sur chèques. Par ailleurs, deux retraits de carte bancaire ont également été recensés en août. Enfin, l'archipel comptait 19 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit onze de moins qu'en août 2010.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

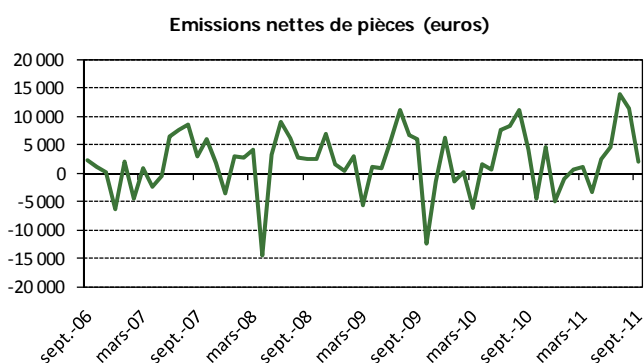
Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du troisième trimestre 2011 recule de 8,7% par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'en valeur la baisse s'élève à 9,5%. En outre aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée depuis le début de l'année 2011, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

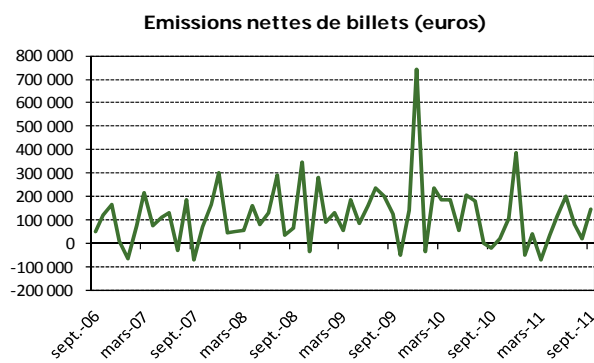
		3e trimestre 2011	Variation T de A-1	Cumul sur les 12 derniers mois
Chèques	Volume	30 522	-8,7%	127 345
	Valeur	15 643 068	-9,5%	63 023 085
Virements	Volume	621	-15,4%	2 451
	Valeur	694 746	-72,3%	2 141 251

Circulation fiduciaire

Fin septembre 2011, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 14,9 millions d'euros (pour un volume de 395 643 billets), en hausse de 7,6% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,482 million d'euros (pour un volume de 2,644 millions de pièces), en progression de 7,8% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

SPM Seafoods International

Le tribunal de première instance de Saint-Pierre-et-Miquelon statuant en matière commerciale a rejeté dans le courant du mois d'août l'unique offre de reprise de la principale usine de transformation des produits de la mer de l'archipel SPM Seafoods International, placée en liquidation judiciaire en mai dernier.

Conférence annuelle de l'alliance SEUS-CP

Une délégation de la SODEPAR s'est rendue les 13 et 14 juin à la quatrième conférence annuelle de l'Alliance des Etats du Sud Est des Etats-Unis et des Provinces canadiennes (SEUS-CP), ayant pour finalité de favoriser les échanges commerciaux et les investissements entre les partenaires membres de ladite Alliance. Lors de son intervention, la délégation a mis en avant les possibilités d'atteindre les marchés européens via Saint-Pierre-et-Miquelon.

Première convention de financement du X^e FED

Le Président du Conseil territorial a signé le 16 septembre à Bruxelles la convention de financement d'un montant de 20,6 millions d'euros au titre du X^e FED (2008-2013). Il s'agit de la première signature de convention avec un PTOM dans la cadre de ce X^e FED prévoyant d'intervenir à hauteur de 100 millions d'euros dans les PTOM français.

Visite d'une délégation terre-neuvienne à Saint-Pierre

Une délégation de Terre-Neuve est venue sur l'archipel du 7 au 9 septembre présenter le projet de développement du port de Fortune qui devrait pouvoir accueillir des navires d'une taille allant jusqu'à 90 mètres.

Exposition au Jardin des Plantes à Paris

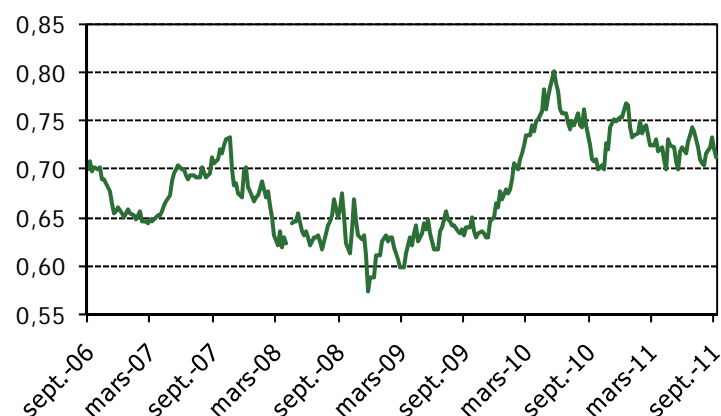
Du 22 septembre au 1^{er} décembre, l'archipel participe à l'exposition consacrée à l'Outre-mer ayant pour objectif de mettre en avant la diversité naturelle du territoire. Cette exposition permet de promouvoir la destination Saint-Pierre-et-Miquelon auprès de la population francilienne et d'encourager l'activité touristique locale.

Exposition IEDOM : 60 ans d'histoire monétaire

A l'occasion des journées européennes du patrimoine des 17 et 18 septembre, l'IEDOM a présenté en partenariat avec le ministère de l'Outre-mer une exposition retraçant plus de 60 ans d'histoire monétaire des collectivités d'outre-mer. Cette initiative avait pour objectif de présenter l'évolution monétaire de chaque géographie en la replaçant dans son contexte historique.

Stabilisation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après une année 2010 marquée par une forte appréciation du dollar canadien, le cours de la devise canadienne recule de 2,0% en moyenne mensuelle sur les 12 derniers mois. Il s'agit du sixième mois consécutif de baisse en glissement annuel. Depuis le début de l'année 2011, le dollar canadien s'est stabilisé (-0,9%) pour s'établir à 0,7250 EUR/CAN en septembre 2011.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

Prix
(Source : Préfecture)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix à la consommation – 2 ^e trimestre 2011	-	+0,24%	+3,64% <i>Par rapport à juin 2010</i>

Emploi
(Source : DCSTEP)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Août 2011 :	171	-10,0%	+10,3%
Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Août 2011 :	133	-18,9%	+9,0 %
Indicateur mensuel moyen de chômage Août 2011 :	5,4%	-	-

RSA
(Source : CPS)

Nombre de bénéficiaires - fin août 2011 :	38	+11,8%	+31,0%
Nombre de personnes à charge - fin août 2011 :	71	+16,4%	+47,9%

Commerce extérieur
(mouvements réels +
mouvements d'entrepôt)
(Source : Douanes)

Importations (milliers d'euros) Mai 2011 :	236	-	-
Cumul annuel :	36 099	-	+17,4%
Exportations (milliers d'euros) Mai 2011 :	0	-	-
Cumul annuel :	833	-	-33,6%
Déficit commercial (milliers d'euros) Mai 2011 :	236	-	-
Cumul annuel	35 266	-	+19,5%

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Pêche industrielle
(Source : DTAM)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Débarquements (en tonnes) Début de la saison en octobre	-	-	-

Pêche artisanale
(Source : DTAM)

Débarquements (en tonnes) En août 2011, depuis le début de la saison (avril)	516	-	-59,8%
--	-----	---	--------

Trafic aéroportuaire
Aéroport de Saint-Pierre
(Source : Aviation civile)

Nombre de passagers (arrivées + départs) Août 2011 :	4 280	+34,5%	-18,9%
Cumul annuel :	23 610	-	-29,1%
Mouvements d'avions Août 2011 :	277	+42,8%	-13,7%
Cumul annuel :	1 759	-	-15,1%
Fret et envois postaux (en tonnes) Août 2011 :	11,422	-17,9%	-18,3%
Cumul annuel :	123,029	-	-8,8%

Trafic portuaire
Port de Saint-Pierre
(Source : Capitainerie du Port)

Mouvements de navires Décembre 2010	31	-38,0%	+55,0%
Tonnage brut Décembre 2010	24 940	-4,8%	-6,8%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2011)				
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
1,1330%	1,0033%	0,8972%	0,9963%	1,3470%	1,5360%	1,7360%	2,0670%	

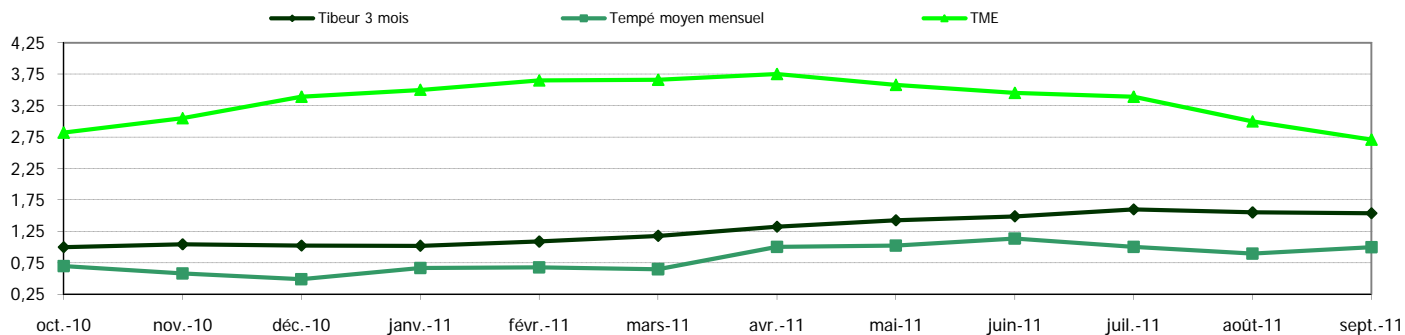
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre	
3,45%	3,39%	3,00%	2,71%	3,65%	3,59%	3,20%	2,91%	

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,62%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

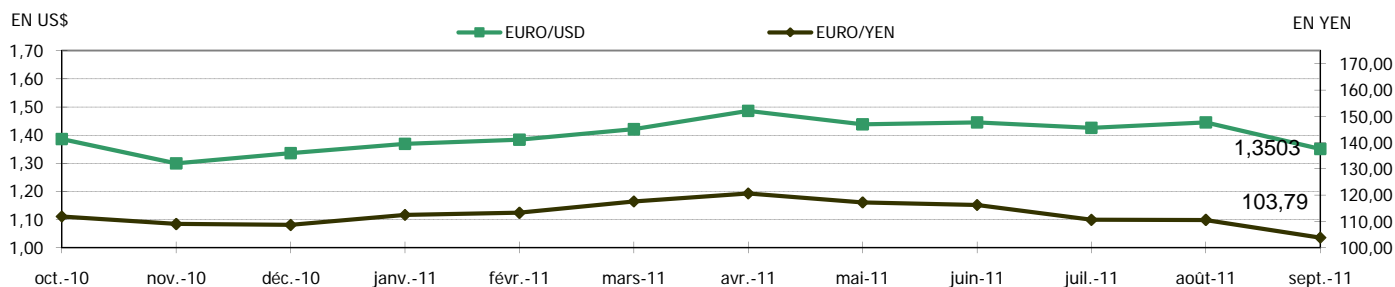
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3503	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9085	EURO/SRD (Surinam)	4,41840
EURO/JPY (Japon)	103,7900	EURO/BWP (Botswana)	9,70220	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,39660
EURO/CAD (Canada)	1,4105	EURO/SCR (Seychelles)	16,7350	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,3937
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86670	EURO/MUR (Maurice)	38,7284	EURO/BBD (La Barbade)	2,67780
EURO/SGD (Singapour)	1,7589	EURO/BRL (Brésil)	2,5067	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,57000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5213	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,75010	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2814,3673	EURO/XCD (Dominique)	3,6150	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 6 octobre 2011 - Dépôt légal : octobre 2011 - ISSN 1284-4438